



EUROPÉENNES 2019 J-1

“L'EUROPE N'EST PAS QU'UNE TIRELIRE”

Isabelle Jégouzo, cheffe de la Représentation de la Commission européenne à Paris, défend une Europe méconnue voire décriée, avant le scrutin de dimanche.

Que représente l'Europe en Picardie ? Avant de parler de chiffres, je voudrais d'abord dire que l'Europe, ce n'est pas qu'une tirelire. Et si on la voit ainsi, c'est au service de projets. Sur le développement numérique ou de la transition énergétique, le bon niveau pour faire la différence, c'est l'Europe. On va devoir encore augmenter de la part des renouvelables et réduire la précarité énergétique. Traduction locale : l'Union européenne participe, par exemple, à hauteur de 20 % (8,2 millions d'euros) dans un programme de réhabilitation de 179 logements collectifs à Beauvais (quartier Argentine).

Vu de Picardie, l'UE, c'est aussi celle qui n'a pas empêché des productions industrielles, comme chez Continental (Clairoix), Goodyear ou Whirlpool (Amiens), de partir vers des pays voisins à plus bas coûts. N'est-ce pas là un échec pour l'Europe ?

Ces phénomènes de délocalisations ne sont pas qu'europhobes, mais mondiaux. S'ils sont marginaux en nombre, ils ne le sont pas pour les gens touchés. Et les Hauts-de-France l'ont été fortement. Cependant, nos entreprises françaises bénéficient aussi de ce marché unique pour se développer. Cette capacité à exporter en Europe représente 3,2 millions d'emplois. La France a intérêt à se positionner sur les activités à haute valeur ajoutée. Sur ce sujet, on vient de déclencher une opération dédiée à dix régions de l'UE en transition industrielle impactées par la mondialisation. Pour les Hauts-de-France, l'union va ainsi apporter une subvention de 300 000 euros à des PME sur le numérique (jusqu'en 2020).

Ce type de bonus « région en transition » déjà attribué sur 2014-2020 perdurera-t-il dans le

À SAVOIR

- **300 millions d'euros** : les aides de l'UE versées entre 2014 et 2020, en Picardie, pour financer des projets dits de « cohésion », dont 220 millions au titre du FEDER (développement régional), 72 millions du FSE (social) et 7 millions de l'IEJ (emploi des jeunes).
- **138 millions d'euros** : les aides de l'UE versées à la Picardie par le FEADER (développement rural).
- **355 millions d'euros** : les « aides directes » versées, pour l'année 2017, par la Politique agricole commune (PAC) en Picardie.

prochain programme pluriannuel (2021-2027) ? Je ne peux pas encore donner de chiffres, mais la région restera largement bénéficiaire, avec les mêmes priorités sur la transition énergétique et le numérique, qui nous ont déjà conduits à apporter 8,3 millions d'euros sur programme haut-débit dans l'Oise.

L'Europe a décidé d'investir 1,8 milliard d'euros dans le futur canal Seine-Nord, soit 40 % du projet. Au niveau de l'exécutif français, il tarde à se concrétiser. Y a-t-il un risque que l'UE finisse par retirer son engagement ?

Décarboner les transports est pour nous essentiel. Le canal reste un projet prioritaire. On cofinance à 40 % les études et 50 % les travaux sur 2014-2020. À partir de 2021, on pourra financer des travaux à hauteur de 50 %. On débloquent les fonds au fur et à mesure que les dossiers avancent. Mais effectivement, on a besoin du côté français d'un véritable engagement des autorités.

Les Picards ont-ils raison de s'inquiéter du « Brexit » ?

Oui. C'est un choix des Britanniques. Nous l'acceptons, mais nous le regrettons. Nous attendons



Budgets, PAC, Canal Seine-Nord, délocalisations, Brexit... Isabelle Jégouzo, cheffe de la Représentation de la Commission européenne à Paris.

qu'ils nous disent ce qu'ils veulent. Pour le moment, cela reste confus. Les entreprises et les administrations doivent se préparer. À cette fin, nous avons mis en ligne sur le site de la Commission européenne, 90 notices concrètes par secteur d'activité, en matière d'assurances, d'échanges ou encore de certification des produits (par un organisme britannique) qui tomberont le jour du Brexit. Que l'on ne connaît pas. Pour le moment, on a une prolongation jusqu'au 31 octobre.

La Commission européenne envisage une baisse du prochain budget de la Politique agricole commune (PAC). La France notamment s'y oppose. Le sujet est crucial en Picardie, région agricole. Où en est-on ?

Le contexte de « Brexit » va conduire à 12 milliards d'euros de contribution en moins par an dans le budget. En même temps, des priorités apparaissent, en matière de sécurité et de surveillance des frontières. Mais aussi de recherche, vecteur d'emplois pour demain. Il fallait arbitrer. Nous avons proposé de diminuer la PAC, par une coupe de 5 %, limitée pour les plus faibles et par un plafonnement des aides à

ceux qui en touchent le plus. Une vingtaine de ministres de l'agriculture ne veulent pas d'une baisse. La Commission européenne table sur un budget de 365 milliards d'euros. Et le Parlement européen, de 432 milliards d'euros. Le sujet sera discuté entre les chefs d'État lors du prochain Conseil européen de juin. À la fin, ce sont les États et le Parlement qui décident. Pas nous.

Une abstention record est annoncée en France dimanche. Faut-il encore s'en étonner ?

Cette élection est souvent délaissée par les Français. À tort. Des députés européens devenus députés français me disent tous qu'ils avaient davantage de pouvoirs comme député européen que français. Régulièrement, le parlement change la donne, comme sur la pêche électrique, la fin du « roaming » (surcoût de l'itinérance téléphonique) ou les droits d'auteur. Être parlementaire européen, ce n'est pas faire de la figuration, bien au contraire.

La région Hauts-de-France est la plus aidée par l'Europe. Et c'est pourtant celle qui vote le plus pour des partis europhobes. Comment expliquer une telle contradiction ?



une européenne à Paris, a répondu à nos questions.

L'action de l'Europe reste méconnue et peu visible. Qui sait qu'un tiers des repas des Restos du Cœur sont financés par l'UE ? Il y a une vraie responsabilité des élus locaux. Quand on inaugure un projet financé par l'UE, on se congratule, en oubliant souvent l'Europe sans laquelle pourtant il n'aurait pas vu le jour. Nous avons créé un site web, « les décodeurs de l'Europe », pour déconstruire certaines idées reçues, selon lesquelles par

exemple l'espace Schengen c'est la circulation des criminels...

Du qu'elle coûte trop cher à la France, pays contributeur positif au budget européen ?
C'est là aussi une simplification excessive. Oui, la France paye plus qu'elle ne reçoit. Le différentiel est en moyenne de 6,5 milliards d'euros. Soit 100 euros par Français et par an. Mais en contrepartie, outre les différentes aides perçues, la France bénéficie du marché inté-

rieur qui se développe parce que l'on a aidé les pays les plus en difficulté. Qui sont devenus nos clients. Je pourrais citer encore le programme Galileo (appelé à concurrencer le « GPS » américain), aucun État n'aurait pu le faire seul. Poser la question de manière uniquement arithmétique ne rend pas compte de tous les apports de l'UE. Vraiment, nous ne sommes pas qu'une tirelire. ■

Propos recueillis (le 22 mai) par GAËL RIVALLAIN

LA RÉGION PREMIÈRE BÉNÉFICIAIRE DE L'UE EN FRANCE MÉTROPOLITAINE

« Notre objectif, c'est d'améliorer le quotidien des gens. La commission européenne ne communique pas assez sur nos résultats concrets ». Chargée des Hauts-de-France au sein de la direction générale « Régio » de la Commission européenne, Julie Thiran l'a admis lundi dernier, lors d'un débat organisé à Amiens par le Centre Europe Direct des Hauts-de-France : « Nous avons un grand effort à faire ». Et pourtant, l'UE ne fait pas preuve de pingrerie vis-à-vis des Hauts-de-France. Avec 1,150 milliard d'euros attribués sur la période 2014-2020 rien que pour les programmes de « cohésion » (hors agriculture), « le budget consacré à la région (Hauts-de-France) par l'UE reste le plus important de France métropolitaine. Nos budgets sont méconnus, alors qu'ils sont des déclencheurs pour nombre de projets locaux qui, à défaut, ne se feraient pas ou moins bien ». Les exemples de ces aides (gérées par le Conseil régional)

sont nombreux : 11 millions d'euros (22 % du total) pour le développement du très haut débit dans l'Aisne ; 2,2 millions d'euros (16,5 %) pour le nouveau théâtre du Beauvais ; 460 000 euros à l'association pour l'insertion professionnelle de Picardie dans l'Oise ; 135 000 euros pour la maison de santé pluriprofessionnelle de Contoire-Hamel (Somme), etc. En ce qui concerne le prochain budget 2021-2027, Julie Thiran ne peut pas encore s'avancer sur les montants. En revanche, elle l'assure : « On va essayer de simplifier nos procédures qui sont trop lourdes, en réduisant le nombre de niveaux de contrôle, en travaillant davantage au forfait. J'ai vu les documents à remplir pour obtenir de l'argent du FEDER, c'est très difficile. Personne ne sait remplir ces formulaires de 10 pages. Les grandes entreprises disposent de juristes pour cela, mais pas les plus petites ».

Tour d'horizon des forces en présence

Droite et gauche se partagent le pouvoir de manière quasi ininterrompue depuis 1979 au Parlement de Strasbourg. Mais, pour la première fois dans l'histoire de l'UE, la montée du populisme menace cette entente. Actuellement, les 751 eurodéputés sont organisés en huit groupes différents au Parlement pour travailler ensemble en fonction de leurs affinités politiques et non de leur nationalité.

LA DROITE PROEUROPÉENNE

De loin la force la plus importante, le Parti populaire européen (PPE), qui compte 217 eurodéputés sur 751, devrait perdre du terrain aux prochaines élections. Les Républicains, en France, en font partie. Le PPE s'est choisi comme chef de file, et candidat à la présidence de la Commission, l'Allemand Manfred Weber, membre de la CSU, parti frère bavarois de la CDU d'Angela Merkel.

LES SOCIAUX-DÉMOCRATES

Numéro deux au Parlement avec 186 eurodéputés, le Parti socialiste européen (PSE) risque, comme le PPE, de voir son influence considérablement réduite après le scrutin du 26 mai. Parti membre en France : le Parti socialiste. Le Néerlandais Frans Timmermans est le candidat du PSE pour la présidence de la Commission européenne.

LES LIBÉRAUX

Après le scrutin du 26 mai, les Libéraux de l'Alde, quatrième force avec 68 eurodéputés, espèrent jouer un rôle pivot au Parlement et dans le partage des postes des institutions européennes. Ils devraient s'allier avec La République en marche pour créer un groupe plus large et centriste. L'Alde n'a pas nommé un candidat en particulier pour la présidence de la

Commission, mais une équipe de sept personnalités.

LA DROITE EUROSCÉPTIQUE

Avec 76 eurodéputés, les Conservateurs et réformistes européens (CRE) sont la troisième force à l'Assemblée de Strasbourg. Le parti souverainiste Debout la France, présidé par Nicolas Dupont-Aignan, s'est associé pour le scrutin européen de mai à ces souverainistes européens dans une « coalition pour une Europe des nations ». Leur candidat est le Tchèque Jan Zahradil.

LES VERTS

Actuellement cinquièmes ex aequo avec la gauche radicale, les Verts, forts de 52 eurodéputés, espèrent bien profiter de la popularité de la thématique du climat, surtout auprès des jeunes électeurs. Parti membre : Europe Écologie.

LA GAUCHE RADICALE

Cinquième ex aequo avec les Verts, ce groupe a pour partis membres Die Linke (Allemagne), le Parti communiste français, Syriza du Premier ministre grec Alexis Tsipras.

LES EUROPHOBES ET POPULISTES

Hétéroclite, l'Europe de la Liberté et de la démocratie directe (ELDD), compte notamment dans ses rangs Florian Philippot, ex-bras droit de Marine Le Pen.

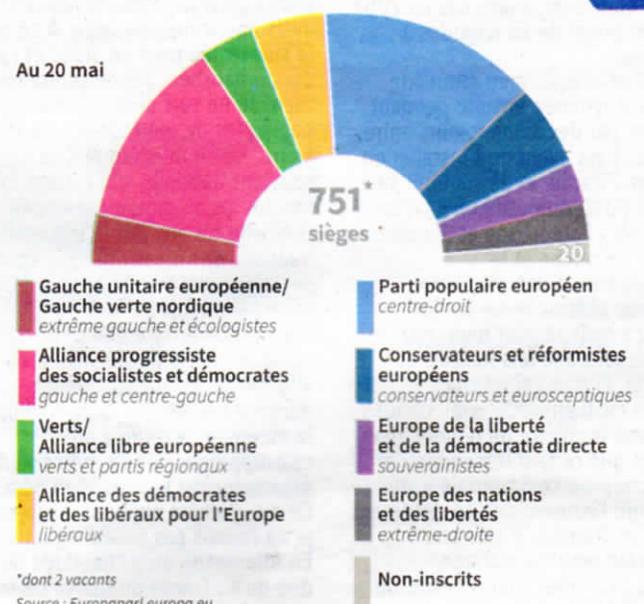
L'EXTRÊME DROITE

Classé huitième avec 37 eurodéputés, ce groupe a clairement le vent en poupe dans les derniers sondages et devrait faire une percée au scrutin du 26 mai. L'Europe des Nations et des Libertés (ENL) regroupe des partis d'extrême droite nationalistes, tel que le Rassemblement national de Marine Le Pen.

LE PARLEMENT EUROPÉEN SORTANT

2019

Au 20 mai





DANEMARK
TRINA
F. MEYER
(MARCHÉLEPOT
MISERY)

Trina F. Meyer est arrivée en France voilà trente ans. Durant ces trois décennies elle a travaillé dans l'événementiel sur Paris. Elle habite maintenant à Marchélepot loin des embouteillages et la campagne santerroise lui rappelle son pays natal. Cette Danoise va voter pour la deuxième fois. Elle a voté la première fois aux dernières élections municipales. « A Paris, je n'ai jamais pu voter. Ici à la campagne, les démarches sont plus simples et j'ai pu voter pour la première fois aux dernières élections municipales. D'ailleurs en tant que Danoise, je ne peux voter que pour les municipales et européennes », explique celle qui n'a pas la double nationalité mais qui possède un titre permanent de séjour. « Au Danemark, le vote est obligatoire et le pays fait parti de l'Europe mais a gardé sa propre monnaie. Je pense qu'ils obtiendront un jour pour l'euro, ce serait plus fluide ».



PORTUGAL
JOAO
BASILIO
(AMIENS)

Ce jeune Portugais de 24 ans est arrivé en France en avril dernier. Il s'est engagé au service volontaire européen au centre Europe Direct d'Amiens. « Ma mission consiste à échanger sur les possibilités de mobilité dans l'Europe comme Erasmus et le service volontaire européen qui est ouvert aux jeunes âgés entre 18 et 30 ans ». En cette période de campagne des élections européennes, l'une de ses missions consiste à informer les gens sur ce qu'est l'Europe et son mode de fonctionnement, à quoi sert le scrutin. L'Europe, c'est quelque chose de familier pour lui. « Je me sens Européen et Portugais. J'ai toujours connu l'Europe car je suis né en 1994 alors que le Portugal est entré dans l'Union européenne en 1986. Je profite des avantages de l'Europe.



GRÈCE
PANAGIOTIS
KANARELIS
(ABBEVILLE)

Arrivé pour la première fois en France en 1988 pour y réaliser sa spécialisation à Paris, cet orthodontiste et professeur à l'Université Paris V de 2002 à 2018, enseigne également à Athènes où il revient tous les mois. C'est au début de la crise grecque en 2012 qu'il s'est installé en Picardie. Il y tient actuellement un cabinet où il travaille trois semaines par mois et exerce le reste du temps à Athènes. Des liens familiaux l'ont encouragé à choisir la France : « La France nous a sauvés plusieurs fois : pour ma spécialisation, mais aussi pour des raisons plus personnelles. On adore la France plus que les Français. » Pour les élections européennes, le docteur Kanarelis ira voter. « Mes amis, dont l'ancien ministre grec de la Défense Pános Kamménos, font de la politique. Moi, ça ne m'intéresse pas mais j'irai voter parce que c'est un droit. Il faut mobiliser les gens pour se rendre aux urnes. »



BELGIQUE
SYLVIE
HENROT
(LE TRÉPORT)

Elle a ouvert en mars Résonances, sa galerie d'art au Tréport (Seine-Maritime). Ancienne juriste du secteur bancaire, Sylvie Henrot, 49 ans, est née en Belgique, d'un père des Ardennes belges et d'une mère d'origine congolaise. Elle est tombée amoureuse il y a dix ans, de sa nouvelle région, découverte avec son mari qui avait une résidence secondaire au Tréport. Elle en loue le charme et l'authenticité. Ce dimanche, elle ira déposer son bulletin dans l'urne, ne comprenant pas les abstentionnistes. « En Belgique, voter est obligatoire, et on peut avoir des amendes ». Elle déplore le manque de pédagogie sur l'Europe en France : « En Belgique, nous avons en une chaîne de télévision sur l'Europe, qui explique les décrets, les lois, avec des débats ». Demain, elle votera surtout « pour contrer le populisme », tout en précisant que « l'Europe a des choses à revoir, comme notamment devenir une Europe plus sociale. »

PORTRAITS

Européens en Picardie

Ils et elles sont Polonaise, Danoise, Italien, Grec ou Roumain. Ils sont venus dans la région pour diverses raisons. Portraits d'Européens.



ROUMANIE
DRAGOS
NISTOR
(MARGNY
LÈS-COMPIÈGNE)

Agé de 39 ans, Dragos Nistor est dans l'Oise depuis 2007. « Je me suis bien adapté : j'aime le vin, les croissants, le bon pain ! », blague-t-il. Il était venu en France pour la première fois en 2004 pour un projet de fin d'études à Toulouse. En contrat avec l'armée roumaine, sa vie est rythmée ensuite pendant trois ans par des allers-retours entre les deux pays avant de s'installer en 2007 en Picardie et de soutenir sa thèse à l'UTC. Aujourd'hui, il vit à Margny-lès-Compiègne et travaille dans la recherche et le développement des matériaux. Il compte obtenir la nationalité française mais se sent déjà chez lui : « Je me sens à la fois français et roumain. Et puis j'ai un chat français ! ». Il apprécie que l'UE lui ait donné la chance de bouger, mais déplore que celle-ci ressemble « à une entreprise commerciale », qui privilégie l'économie au détriment du social. Demain, il sera en Roumanie pour un mariage. « Je pourrai voter, mais j'hésite. Je ne vis pas là-bas... »



ALLEMAGNE
GABRIELLE
TRICHART
(EU)

Gabrielle trichart est assistante maternelle à Eu (76) où elle s'est installée depuis quatorze ans avec son époux et ses trois fils. « J'avais treize ans quand j'ai mis les pieds en France pour la première fois. J'y avais une correspondante. À 16 ans je suis restée pour un stage et j'ai été embauchée. J'ai rencontré mon mari. Je ne suis plus repartie. J'ai passé plus de temps dans ma vie en France qu'en Allemagne », se souvient Gabrielle, qui a aussi vécu longtemps en région parisienne. Gabrielle n'a pas pris la nationalité française et n'a pas non plus appris sa langue maternelle à ses enfants, mais parle toujours couramment allemand. « Il n'y a que pour compter que je pense encore en allemand ». Pour elle, l'Union européenne a eu du bon, sauf pour la monnaie : « l'euro a été catastrophique. On l'a moins senti en Allemagne car le mark était déjà fort. Ce que j'achète aujourd'hui en euro, je ne l'aurais pas acheté en francs. En Allemagne on a l'habitude de dire qu'en France on trouve de tout, mais plus cher ».



ITALIE
GUGLIELMO
VARANI
(BEAUVAIL)

Ayant travaillé pour la Maison de la Culture d'Amiens à partir de 2011, après être passé par Bourges, Paris et Bruxelles, Guglielmo Varani, originaire de la région du lac de Côme en Lombardie, est arrivé en France en 1989. « L'année du bicentenaire de la révolution Française », souligne-t-il. « J'avais alors envie de changer d'air, d'aller chercher d'autres cultures et j'ai rencontré des gens en France qui m'ont invité à venir travailler dans la culture. Ma venue en France, c'est finalement une histoire de rencontres, d'échanges et de partages comme l'Europe ! », détaille-t-il. « Je crois en la culture européenne, pas en la culture nationale et j'ai un peu peur de ce qui se passe actuellement en Europe : la montée des nationalismes qui est quelque chose de dangereux. Une Europe dans laquelle la Picardie vit un grand paradoxe : elle a la chance immense d'être un lieu de passage qui pourrait la rendre très dynamique mais elle du mal à décoller et reste un peu repliée sur elle-même. »



POLOGNE
ADA
WOJCIECHOWSKA
(AMIENS)

Lorsqu'elle est arrivée de Pologne en 2016, dans le cadre d'un séjour Erasmus, programme européen qui permet aux étudiants de poursuivre une partie de leur cursus à l'étranger, Ada ne s'imaginait pas vivre encore en Picardie trois ans plus tard. À Amiens, l'ancienne étudiante en langues n'est effectivement pas seulement tombée amoureuse de la France. Elle y a rencontré Sabri, 26 ans, jeune Picard originaire de l'Oise à l'origine de la création de l'antenne amiénoise de l'ESN, association qui œuvre pour faciliter le séjour des étudiants étrangers. « Je ne pensais pas que cette expérience allait à ce point bouleverser ma vie », confie cette Picarde d'adoption, qui s'apprête à débiter un service civique au sein de l'ESN, après avoir abandonné son vœu initial de devenir interprète. « Voyager en Europe, vivre d'autres expériences, c'est quelque chose de très enrichissant, et c'est aussi comme cela que l'on se sent davantage européens. »



ANGLETERRE
DAVID
DAY
(PONTHOILE)

Professeur d'anglais à la Maison pour Tous d'Abbeville, cet ancien formateur en management a sillonné l'Angleterre pendant plusieurs années, changeant régulièrement de métier et de vie, avant de rejoindre la France. C'est un peu par hasard qu'il arrive à Ponthoile en novembre 2004. « On adore la France parce qu'il y a de plus en plus d'opportunités et que la vie y est calme, il y a moins de pression. » S'il ne pourra pas voter pour les élections européennes, faute d'avoir reçu à temps les documents nécessaires, l'enseignant assure qu'il aurait aimé participer. « Nous aurions voulu voter parce que nous sommes contre le Brexit. Pour nous, l'Europe, c'est la stabilité. Le Brexit, c'est une catastrophe. » Seule critique qu'il pourrait adresser à la France : les « contraintes » qui pèsent sur les entrepreneurs. « Mon fils gère une entreprise en France et les charges qu'il paie par rapport à l'Angleterre sont étouffantes. Il faudrait valoriser les petites entreprises ».